

Direction des services judiciaires

Paris, le 26 janvier 2001

Direction des affaires civiles
et du sceau

Direction des affaires criminelles
et des grâces

Direction de l'administration générale
et de l'équipement

Circulaire ☒ - Note ☐

Date d'application : immédiate

La Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

à

POUR ATTRIBUTION

Mesdames et messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Mesdames et messieurs les procureurs généraux près lesdites cours
Mesdames et messieurs les présidents des tribunaux de grande instance
Mesdames et messieurs les procureurs près lesdits tribunaux
Mesdames et messieurs les bâtonniers des ordres d'avocats

POUR INFORMATION

Monsieur le président de l'union nationale des caisses d'avocats

N° NOR : JUS GO160013 C

N° CIR : DAGE/01/01/CAJ

MOTS CLÉS : Aide juridictionnelle ; aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue ;
juge de l'application des peines.

TITRE DÉTAILLÉ : Présentation des dispositions du décret n°2001-52 du 17 janvier 2001 relatif à
l'aide juridictionnelle et modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application
de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

PUBLICATION : BO ; INTRANET DSJ ; Web justice.

Modalité de diffusion :

Premier président de la cour d'appel
Procureur général près la cour d'appel
Président du tribunal de grande instance
Procureur près le tribunal de grande instance
Bâtonniers des ordres d'avocat
Président de l'UNCA

Le décret n°2001-52 du 17 janvier 2001 portant mise en oeuvre des dispositions du protocole d'accord conclu le 18 décembre dernier avec la profession d'avocat, relatives à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue a été publié au journal officiel du 19 janvier 2001.

Ce décret sera suivi d'un second texte portant application des dispositions des lois des 18 décembre 1998, 23 juin 1999 et 15 juin 2000 ayant un impact en matière d'aide juridictionnelle. Ce second texte fait actuellement l'objet d'une concertation avec la profession d'avocat.

Le décret du 17 janvier 2001 revalorise d'une part, les coefficients par nature de procédure fixés à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 (article 1) et d'autre part le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat intervenant au cours de la garde à vue déterminé par l'article 132-2 du même décret (article 2). Enfin, il fixe, en matière d'application des peines, le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat assistant le condamné dans les conditions prévues par l'alinéa 6 de l'article 722 du code de procédure pénale pour la période transitoire du 1er janvier au 16 juin 2001 (article 3).

La présente circulaire précise les modalités d'application de ces trois dispositions.

I - Modification du barème de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991.

L'article 90 du décret du 19 décembre 1991 prévoit que la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats prêtant leur concours au bénéficiaire de l'aide juridictionnelle totale est déterminée en fonction du produit de l'unité de valeur fixée par la loi de finances et d'un coefficient variant selon la nature des procédures concernées.

L'article 1 du décret du 17 janvier 2001 revalorise certains de ces coefficients.

Il crée une nouvelle ligne dans la rubrique "I. Droit des personnes": la ligne "1.3 Bis Autres instances devant le JAF" et insère une nouvelle rubrique "II. bis Baux d'habitation" comportant deux lignes :

- "II. Bis.1 - Instances au fond"
- "II. Bis.2 - Référé".

Les nouveaux coefficients sont présentés dans le tableau figurant en annexe 1.

Seront examinés successivement :

- la date d'entrée en vigueur de ces dispositions
- les modifications des attestations de fin de missions
- les modifications de la table codant les natures des procédures
- les modifications des logiciels informatiques.

1.1 Date d'application de l'article 1er

La révalorisation s'applique aux missions d'aide juridictionnelle en cours au jour de l'entrée en vigueur du décret du 17 janvier 2001 et n'ayant pas encore fait l'objet de la délivrance d'une attestation de fin de mission. C'est, en effet, la date de l'attestation de fin de mission (AFM) qui détermine le barème applicable : les missions dont l'AFM porte une date antérieure à l'entrée en vigueur du décret seront rétribuées selon l'ancien barème ; celles dont l'AFM a été établie postérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret seront rétribuées selon le nouveau barème.

1.2 Modifications des attestations de fin de mission

De nouveaux modèles d'attestations de missions en matière civile, en matière pénale et en matière d'application des peines ont été élaborés (cf. annexe 2).

Ces modèles prennent en compte les dispositions du décret applicables en 2001.

Ils doivent être utilisés par les greffes à compter de l'entrée en vigueur du décret. Une version de ces imprimés sous logiciel Wordperfect 6.1 sera adressée par messagerie "Outlook" aux services administratifs régionaux qui devront en assurer, dès réception, la diffusion auprès de chaque juridiction par messagerie ou disquette.

Le greffe devra conserver au dossier une copie de chaque attestation. Une copie supplémentaire devra être conservée dans un classeur tenu par ordre chronologique; ce classement devra permettre tout contrôle à posteriori.

Il est rap pelé que les attestations doivent obligatoirement comporter le numéro de BAJ ainsi que leur propre numéro.

Il est également rappelé que les numéros de nature de mission figurant sur les imprimés d'attestation de fin de mission (ex : n°1 pour la mission "instruction criminelle") doivent impérativement être utilisés par les greffes puisqu'ils sont repris dans l'application de gestion des crédits d'aide juridictionnelle des CARPA.

En ce qu i concerne l' attestation civile, les greffes devront utiliser désormais la rubrique 4.1 pour les procédures "Autres instances devant le JAF" et non plus la rubrique 12 qui continue à s'appliquer aux procédures relatives aux "Autres juridictions - instances au fond - juge de l'exécution" ; le nombre d'UV (14) reste inchangé en 2001.

Les nouveaux modèles se substituent aux actuels carnets d'attestation de mission; ceux-ci pourront toutefois, continuer à être utilisés par les greffes qui le souhaitent, dès lors qu'il s'agira d'une procédure dont le barème de rétribution n'a pas été modifié par le décret du 17 janvier 2001.

Les modèles d'attestation de fin de mission feront l'objet d'une refonte générale au moment de la publication du décret d'application des dispositions des lois des 18 décembre 1998, 23 juin 1999 et 15 juin 2000 relatives à l'aide juridictionnelle.

Enfin une mise à jour aura lieu en fin d'année afin de prendre en compte les mesures de revalorisation contenues dans le décret du 17 janvier 2001 applicables à compter du 1er janvier 2002.

Les attestations sur support informatique feront l'objet des adaptations décrites ci-après au point 1-4.

1.3 Modifications de la table codant les natures des procédures

La codification des décisions des bureaux d'aide juridictionnelle devra respecter la nouvelle table "Nature des procédures" du manuel technique Bureau d'aide juridictionnelle qui figure annexe 3 - Une présentation des modifications de la table est également jointe.

1.4 Modifications des logiciels informatiques

- Logiciels des bureaux d'aide juridictionnelle

Les bureaux d'aide juridictionnelle dotés des applications "Logiciel BAJ-BSI" et "Logiciel AJ GEN IAUX" trouveront une disquette accompagnée d'une note explicative, jointe sous enveloppe, à l'exemplaire de la présente circulaire adressée aux tribunaux de grande instance, afin de permettre à ces bureaux de mettre à jour la table des codes natures de procédures.

- Logiciels des greffes permettant l'édition des attestations de mission.

En ce qui concerne les attestations de mission civiles sur supports informatiques, une nouvelle trame sera intégrée dans les applicatifs "WINCI CA", "WINCI TGI", "WINGES CPH" pour les nouvelles implantations faites à partir du mois de février 2001. Cette trame sera diffusée sur les sites déjà équipés lors de la diffusion d'une nouvelle version. Dans cette attente, les utilisateurs peuvent modifier les coefficients dans la table de décisions ainsi que dans la trame existante et y insérer les nouveaux codes et libellés correspondants.

Pour le logiciel "CITI" l'attestation de mission est en cours de modification et sera intégrée dans la prochaine version.

II. Revalorisation du montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.

L'article 2 revalorise le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.

Le nouveau tarif est présenté dans un tableau figurant en annexe 4.

Ce tarif s'applique aux ordres de paiement de la rétribution de l'avocat délivrés par le bâtonnier après l'entrée en vigueur du décret. Il concerne donc toutes les interventions qui n'ont pas encore fait l'objet d'un ordre de paiement par le bâtonnier à la date d'entrée en vigueur du décret.

III. Modalités de rétribution de l'avocat intervenant en matière d'application des peines au cours de la période transitoire du 1^{er} janvier au 16 juin 2001.

L'article 36 de la loi n° 2000-1354 du 30 décembre 2000 modifie le sixième alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale. Il prévoit que, pendant la période transitoire du 1^{er} janvier au 16 juin 2001, le juge de l'application des peines statuera non pas à l'issue d'un débat contradictoire, mais au vu des observations écrites du condamné ou de son avocat, après avis de la commission d'application des peines ; à sa demande, le condamné, assisté le cas échéant de son avocat, pourra également présenter oralement des observations devant le juge de l'application des peines ; le condamné pourra demander à bénéficier de l'aide juridictionnelle.

Les décisions d'admission prononcées en vertu de cet article devront respecter la nouvelle table "Nature des procédures" du manuel technique qui figure en annexe 3.

L'article 3 du décret fixe le montant de la contribution de l'Etat assistant le condamné au titre de l'aide juridictionnelle pour les mesures visées à l'article 722 alinéa 6 du Code de procédure pénale au cours de la période du 1^{er} janvier au 16 juin 2001.

Le barème est présenté en annexe 5. Il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2001, comme le précise le premier alinéa de l'article 3.

L'attestation de fin de mission doit être délivrée dès l'achèvement de la mission ; une copie doit en être conservée au dossier.

Le modèle d'attestation de fin de mission pour les interventions devant le juge de l'application des peines (missions 30 et 31) est joint en annexe 2.

En cas d'appel de l'ordonnance du juge de l'application des peines devant la chambre des appels correctionnels, l'attestation pour la procédure d'appel est délivrée par le greffe de la chambre.

Le modèle d'attestation de mission pénale doit être utilisé (code mission 32) ; il figure en annexe 2.

*

* *

Je vous prie de transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés par la mise en oeuvre du décret du 17 janvier 2001.

Je vous saurai gré de me rendre compte des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

Les services de la Chancellerie dont les coordonnées suivent, sont à votre disposition pour toute précision que vous pourriez souhaiter.

- Direction des Services Judiciaires

. Bureau des greffes :

Madame Danielle BOUANHA : ☎ 01.44.77.62.94

Danielle.Bouanha@justice.gouv.fr

(délivrance des attestations de mission)

. Bureau de l'informatisation des juridictions :

Madame Cécile ROUY-FAZI : ☎ 01.44.77.76.57

Cecile.Rouy-FAZI@justice.gouv.fr

(applications informatiques)

. Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement

. Bureau des services informatiques :

Madame Thérèse ROPERS : ☎ 01.44.77.77.31

Therese.Ropers@justice.gouv.fr

(Logiciel BAJ-BSI)

. Cellule Aide Juridique

Madame Catherine THETIOT : ☎ 01.44.77.73.54

Catherine.Thetiot@justice.gouv.fr

(relations avec les CARPA)

Pour la Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice, le Directeur de Cabinet

Christophe DEVYS

Annexe 1

Barème de rétribution des missions d'aide juridictionnelle

**BAREME DE RETRIBUTION DES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE RESULTANT DU DECRET DU 17 JANVIER 2001 RELATIF A L'AIDE JURIDICTIONNELLE
ET MODIFIANT LE DECRET N°91-1266 DU 19 DECEMBRE 1991 PORTANT APPLICATION DE LA LOI RELATIVE A L'AIDE JURIDIQUE**

PROCEDURES	Coefficient de base			MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV				
	barème actuel	nouveau barème		Incidents (3) (dans la limite de 3 majorations)	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
		année 2001 (*)	à partir du 1er janvier 2002		sans déplacement	avec déplacement		
I- Droits des personnes								
I.1 Divorce pour faute	24	30	36	3	4	9	5	2
I.2 Divorce requête conjointe (1) et autres	20	20	30	3	4	9	5	2
I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	10	10	14		4	9	5	2
I.3 bis Autres instances devant le JAF	14 (**)	14	16		4	9	5	2
I.4 Incapacités	10	10	10		4	9	5	2
I.5 Assistance éducative	8	8	16					
I.6 Autres demandes (cf. III)								
II- Droit social								
II.1 Prud'hommes	20	24	30		4	9	5	2
II.2 Prud'hommes avec départage	24	28	36		4	9	5	2
II.3 Référé prud'homal	8	10	16		4	9	5	2
II.4 Référé prud'homal avec départage	12	14	24		4	9	5	2
II.5 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14	14	14		4	9	5	2
II.6 Autres demandes (cf. III)								
II bis - Baux d'habitation								
II bis1 Instance au fond	14	21	21		4	9	5	2
II bis2 Référé	8	16	16		4	9	5	2

PROCEDURES	Coefficient de base			MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV				
	barème actuel	nouveau barème		Incidents (3) (dans la limite de 3 majorations)	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
		année 2001 (*)	à partir du 1er janvier 2002		sans déplacement	avec déplacement		
III- Autres matières civiles								
III.1 Tribunal de grande instance et tribunal de commerce, instance au fond (4)	20	20	20	3	4	9	5	2
III.2 Autres juridictions, instance au fond (5)	14	14	14		4	9	5	2
III.3 Référé	8	8	8		4	9	5	2
III.4 Matière gracieuse	8	8	8					
III.5 Requête	4	4	4					
III.6 Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	2	2	4					
IV- Appel								
IV.1 Appel et contredit	14 (2)	14 (2)	14 (2)	3	4	9	5	2
IV.2 Appel avec référé	18 (2)	18 (2)	18 (2)	3	4	9	5	2

(1) Porté à 35 U.V. quand le même avocat représente deux époux et que ceux-ci ont tous deux l'aide juridictionnelle

(2) Ces coefficients sont portés respectivement à 20 et 24 en cas de procédure d'appel sans représentation obligatoire

(3) Ces incidents sont ceux qui donnent lieu, après discussion contradictoire, à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire, dans les cas prévus aux 1° à 4° de l'article 771 du nouveau code de procédure civile et aux articles 911, 912 et 944 du même code

(4) Ainsi qu'en cas de renvoi à la formation collégiale (art. L. 311-12-2 du code de l'organisation judiciaire)

(5) Compris le juge de l'exécution

(*) A compter de l'entrée en vigueur du décret du 17 janvier 2001 relatif à l'aide juridictionnelle et modifiant les articles 90 et 132 - 2 du décret modifié du 19 décembre 1991

(* *) Cette procédure, qui n'est pas distinguée dans le barème actuel est rétribuée sur la base de la rubrique "autres juridictions instances au fond"

PROCEDURES		Coefficients		
		barème actuel	nouveau barème	
			année 2001 (*)	à compter du 1er jan 2002
V- Partie civile (1)				
V.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement de premier degré		8	8	
V.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (1ère à 4ème classe)		2	2	
V.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels		13	13	
V.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises (2)		24	24	
En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due				
VI- Procédures criminelles				
VI.1. Instruction criminelle (6)		50	50	
VI.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs ou mineurs, tribunal pour enfants statuant au criminel (2)		40	40	
VII- Procédures correctionnelles				
VII.1. Débat contradictoire (JI et JE) comparution devant le juge délégué		2	2	
VII.2. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE) (6)		20	20	
VII.3. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI) (6)		12	12	
VII.4. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants (6)		12	12	
VII.5. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet) (3)		3	3	
VII.6. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants (3)		4	8	
VIII- Procédures contraventionnelles				
Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe) (3)		2	2	
IX- Procédures d'appel et autres procédures devant la chambre de l'instruction				
IX.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels (3)		4	4	
IX.2 Autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition)		4	4	

PROCEDURES		Coefficients	
		barème actuel	nouveau barème
			<div>année 2001 (*)</div> <div>à compter du 1er jan 2002</div>
<p><i>Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun</i></p> <p><i>Les prestations devant la chambre de l'instruction et les tribunaux des forces armées sont rétribuées de la même façon que pour la phase procédurale à l'occasion de laquelle ils sont amenés à statuer.</i></p> <p>X- Procédures prévues par l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France</p>			
X.1. Article 35 bis		2	4
X.2. Article 35 quater (3 bis)		2	4
XI - Tribunal administratif et cour administrative d'appel			
XI.1. Affaires au fond (4)		20	20
XI.2. Sursis à exécution (5)		6	6
XI.3. Référé		8	8
XI.4. Constat d'urgence		4	4
XI.5. Reconduite d'étrangers à la frontière		6	6
XII. Commission de recours des réfugiés		8	8
XIII. Autres juridictions administratives sauf Conseil d'Etat		14	14
XIV- Commissions administratives			
XIV.1. Commissions d'expulsion des étrangers		6	6
XIV.2. Commission de séjour des étrangers		6	6
XV - Audition de l'enfant en justice (7)		3	3

(1) V.1 et V.4 sont cumulables

(2) Majoration possible : 12 U.V. par jour supplémentaire

(3) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée d'un avocat : 3 U.V.

(3 bis) Majoration en cas d'audience dans l'emprise portuaire et aéroportuaire : 1 U.V.

(4) Majorations possibles cumulables dans la limite de 16 U.V. en cas

- d'expertise avec ou sans déplacement: 4 U.V. ou 9 U.V.

PROCEDURES		Coefficients	
		barème actuel	nouveau barème
			année 2001 (*) à compter du 1er jan 2002

- visite des lieux ou enquêtes : 5 U.V.

(5) Lorsque la demande de sursis donne lieu à un jugement ou à un arrêté distinct

(6) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre d'accusation ait été ou non saisie

(7) Majoration possible : 1 U.V. par audition supplémentaire décidée par le juge dans la limite de trois majorations

(*) A compter de l'entrée en vigueur du décret du 17 janvier 2001 relatif à l'aide juridictionnelle et modifiant le décret du 19 décembre 1991

Annexe 2

Modèles d'attestations de missions

- affaires civiles

- affaires pénales

- affaires pénales - juge de l'application des peines

Juridiction
(adresse-Cachet)

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi modifiée n°91-647 du 10 juillet 1991

Décret modifié n°91-1266 du 19 décembre 1991

ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES CIVILES

BARÈME DU DÉCRET 2001-52 DU 17 JANVIER 2001

N°

DÉLIVRÉE A MAÎTRE

INSCRIT AU BARREAU DE

DANS L'AFFAIRE

N° RGC

DECISION BAJ DU

N°

AIDE JURIDICTIONNELLE ☐ TOTALE

☐ PARTIELLE ☐ %

I - PROCÉDURES		Coeff uv		I - PROCÉDURES		Coeff uv	
1	Divorce pour faute	30	(1)	12	Autres juridictions - Instances au fond - Juge de l'exécution	14	(1)
2	Divorce requête conjointe et autres	20		12-1	Difficultés d'exécution devant le JEX	2	
3	Divorce, requête conjointe Les deux époux ont le même avocat et l'A.J.	35		13	Référés	8	
4	Procédure après divorce (JAF)	10		14	Matière gracieuse	8	
4-1	autres instances devant le JAF	14		15	Requête	4	
5	Incapacités	10		16	Appel	14	
6	Assistance éducative	8		17	Appel avec référé	18	
7	Prud'hommes	24		18	Appel sans représentation obligatoire - Appel - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - DOM	20	
8	Prud'hommes avec départage	28		19	Appel avec référé sans représentation obligatoire - Appel avec référé - Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - DOM	24	
9	Référé prud'homal	10		20	Tribunal des affaires de sécurité sociale	14	
10	Référé prud'homal avec départage	14					
10-1	Baux d'habitations - Instances au fond	21					
10-2	Baux d'habitations - Référé	16					
11	TGI et TC instances au fond. Renvoi à la formation collégiale (JEX) - (JAF)	20					

II - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)

TYPES DE MAJORATIONS		Coeff uv	Majoration	Total	TYPES DE MAJORATIONS		Coeff uv	Majoration	Total
21	Incidents mise en état (dans la limite de 9 UV ⁽⁴⁾)	3	3 x	=	24	Visite sur les lieux	5	5 x	=
22	Expertises avec déplacement	9	9 x	=	25	Vérifications personnelles du juge	5	5 x	=

23	Expertises sans déplacement	4	4 x	=	26	Enquêtes sociales	2	2 x	=
					27	Autres mesures d'instruction	2	2 x	=
CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ETRANGERS									
PROCÉDURES							Coeff uv		
28	Article 35 bis de l'ordonnance n°45.2658 du 2 novembre 1945						4	(1)	
29	Article 35 quater (3bis) de l'ordonnance n°45.2658 du 2 novembre 1945						4	(5)	

AUDITION DE L'ENFANT (loi n°93-22 du 8 janvier 1993)						Coeff uv	Majoration	Total
32	Audition de l'enfant					3		
33	Majoration possible d'une UV par audition supplémentaire décidée par le juge (dans la limite de trois majorations)					1	1 x	=

Nous, _____ Greffier en chef/secrétaire⁽²⁾

de _____

attestons que M _____ a accompli la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à UV, (nombre d'UV en lettres) _____ UV.

Soit, après application du pourcentage d'aide juridictionnelle partielle au taux de _____ %, à : UV⁽⁶⁾

(nombre d'UV en lettres) _____ UV.

A _____, le _____

Signature

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Porter le nombre d'UV en chiffres et en lettres.

(4) Incidents ayant donné lieu, après discussion contradictoire à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire.

(5) Majoration de 1 UV en cas d'audience dans l'emprise portuaire ou aéroportuaire.

(6) Dans le cas où le % d'aide juridictionnelle partielle est précisé, porter le nombre d'UV minoré.

Juridiction
(adresse-Cache)

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi modifiée n°91-647 du 10 juillet 1991
Décret modifié n°91-1266 du 19 décembre 1991

ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES PÉNALES

BARÈME DU DÉCRET 2001-52 DU 17 JANVIER 2001

N°

DÉLIVRÉE A MAÎTRE _____
INSCRIT AU BARREAU DE _____
DANS L'AFFAIRE _____ C/ _____

N° PARQUET

N°	NATURE DE LA MISSION AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff UV	Majorations	Total	Date de l'accomplissement de la mission	Attestation du greffier (date et signature)
1	Instruction criminelle (3)	50				
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises majeurs ou mineurs. Tribunal pour enfants statuant au criminel. Majoration de 12 UV par jour supplémentaire	40	___ X 12			
3	Débat contradictoire (JI et JE). Comparution devant le juge délégué	2				
4	Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE) (3)	20				
5	Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI) (3)	12				
6	Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants (3)	12				
7	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet)	3	+ 3 ⁽²⁾			
8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	8	+ 3 ⁽²⁾			
9	Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5ème classe).	2	+ 3 ⁽²⁾			
10	Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels.	4	+ 3 ⁽²⁾			
10-1	autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition)	4				
11	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (1ère à 4ème classe)	2				
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction du 1er degré	8				

N°	NATURE DE LA MISSION AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff UV	Majorations	Total	Date de l'accomplissement de la mission	Attestation du greffier (date et signature)
13	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13				
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises. Majoration possible de 12 UV par jour supplémentaire	24	--- X 12			
32	représentation d'un condamné devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines (majoration d'une unité de valeur lorsque l'audition préalable du condamné a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire).	3	+ 1			

(1) En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due. Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun.

(2) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée d'un avocat

(3) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre d'instruction ait été ou non saisie.

Juridiction
(adresse-Cache)

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi modifiée n°91-647 du 10 juillet 1991
Décret modifié n°91-1266 du 19 décembre 1991

**ATTESTATION DE MISSION
AFFAIRES PÉNALES**

**JUGE DE L'APPLICATION
DES PEINES**

BARÈME DU DÉCRET 2001-52 DU 17 JANVIER 2001

DÉLIVRÉE A MAÎTRE _____
INSCRIT AU BARREAU DE _____
NOM DU CONDAMNÉ _____

N°	NATURE DE LA MISSION AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff UV	Majorations	Total	Date de l'accomplissement de la mission	Attestation du juge de l'application des peines ou du greffier (date et signature)
30	assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines (observations écrites déposées)	1				
31	assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines (observations orales) (majoration d'une unité de valeur lorsque l'audition du condamné a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire)	2	+ 1			

CADRE RÉSERVÉ AU BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE

DÉCISION DU ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

N° BAJ ☐

Nature de la décision :

Rejet : ☐

Admission totale ☐

Admission partielle ☐ ☐ ☐ %

*Visa du Secrétaire de la juridiction
(date et signature)*

Annexe 3

Tableau des Codes natures de procédures

ANNEXE 3

Modifications de la table « NATURE DE LA PROCEDURE » du manuel technique Bureau d'aide juridictionnelle

Dans la rubrique II) Juridictions judiciaires affaires civiles

- modification des intitulés de 2 codes dans la rubrique relative au tribunal d'instance :
 - 251 : contentieux général ou JEX (hors baux d'habitations)
 - 253 : référés (hors baux d'habitations)
- création de 2 nouveaux codes dans la rubrique relative au tribunal d'instance :
 - 256 : baux d'habitations (instance au fond)
 - 257 : baux d'habitations (référé)

Dans la rubrique III) Juridictions judiciaires affaires pénales

- modification des intitulés de 2 codes dans la rubrique procédures criminelles :
 - 381 : instruction criminelle et/ou procédures devant la chambre de l'instruction
 - 388 : autres procédures devant la chambre de l'instruction non compris l'extradition
- création d'une nouvelle rubrique codée 39, intitulée « procédures d'application des peines » avec 2 nouveaux codes :
 - 390 : assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines
 - 393 : assistance d'un condamné devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines

Ci-après la nomenclature complète des codes nature de procédure à utiliser :

NATURE DE LA PROCÉDURE

I - JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET TRIBUNAL DES CONFLITS

11 - CONSEIL D'ETAT

- 111 affaires au fond
- 112 sursis à exécution
- 113 référés
- 114 saisine pour avis

12 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- 121 affaires au fond
- 122 sursis à exécution
- 123 référés
- 124 constat d'urgence
- 125 reconduite d'étrangers à la frontière

13 - AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

- 131 toutes procédures

14 - TRIBUNAL DES CONFLITS

- 141 toutes procédures

II - JURIDICTIONS JUDICIAIRES AFFAIRES CIVILES

21 - COUR DE CASSATION

- 211 cassation - chambre civile, commerciale et sociale
- 212 saisine pour avis de la Cour de cassation

22 - COUR D'APPEL

- 221 appel simple
- 222 appel avec référé Premier Président
- 223 appel sans représentation obligatoire
- 224 appel avec référé sans représentation obligatoire

23 - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- 231 contentieux général (autres que divorces) et/ou procédures collectives
- 232 affaires gracieuses (autres que divorces)
- 233 référés
- 234 requêtes
- 235 divorce pour faute
- 236 divorce par requête conjointe et autres
- 237 procédure après divorce (JAF)
- 238 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution
- 239 JAF Juge unique (hors divorce et hors après le divorce)

24 - JUGE ET TRIBUNAL POUR ENFANTS

241 assistance éducative

25 - TRIBUNAL D'INSTANCE

251 contentieux général ou JEX (hors baux d'habitations)

252 matière gracieuse

253 référés (hors baux d'habitations)

254 requêtes

255 incapacités

256 baux d'habitations (instance au fond)

257 baux d'habitations (référé)

26 - CONSEIL DE PRUD'HOMMES

261 contentieux général

262 contentieux général avec départage

263 référés

264 référés avec départage

27 - TRIBUNAL DE COMMERCE

271 contentieux général et/ou procédures collectives

272 matière gracieuse

273 référés

274 requêtes

28 - TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

281 contentieux général

29 - AUTRES PROCÉDURES

291 contentieux général devant d'autres juridictions

292 référés devant d'autres juridictions

293 requêtes devant d'autres juridictions

295 juge de l'exécution, instance au fond

296 exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire)

III - JURIDICTIONS JUDICIAIRES - AFFAIRES PÉNALES

31 - COUR DE CASSATION

311 cassation - chambre criminelle

32 - PROCÉDURES D'APPEL

321 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat

322 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels avec partie civile assistée d'un avocat

323 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels

35 - PROCÉDURES CONTRAVENTIONNELLES

- 351 assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 352 assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) avec partie civile assistée d'un avocat
- 353 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contravention de 5^e classe)
- 354 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contravention de 1^{ère} et 4^e classe).

36 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - JUGEMENT

- 361 comparution devant le juge délégué
- 363 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention
- 364 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel
- 365 assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet)
- 366 assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants
- 367 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal correctionnel, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants

37 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - INSTRUCTION

- 370 débat contradictoire JI, JE
- 372 instruction correctionnelle avec détention provisoire JI
- 373 instruction correctionnelle avec détention provisoire JE
- 374 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire JI
- ~~375 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire JE~~
- 376 instruction correctionnelle sans détention provisoire JI
- 377 instruction correctionnelle sans détention provisoire JE
- 378 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le juge d'instruction ou le juge des enfants

38 - PROCÉDURES CRIMINELLES

- 381 instruction criminelle et/ou procédures devant la chambre de l'instruction
- 382 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises majeurs
- 383 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle
- 384 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises majeurs
- 385 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle
- 386 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le juge d'instruction ou devant le juge des enfants
- 388 autres procédures devant la chambre de l'instruction non compris l'extradition
- 389 procédures d'extradition

39 - PROCÉDURES D'APPLICATION DES PEINES

- 390 assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines
- 393 assistance d'un condamné devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines

Annexe 4

**Tarif de la rétribution de l'intervention
de l'avocat au cours de la garde à vue**

AIDE A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT AU COURS DE LA GARDE A VUE
barème résultant du décret du 17 janvier 2001 relatif à l'aide juridictionnelle

Nature de la prestation	Tarif actuel HT en francs	Tarif HT	
		en 2001 (3) en francs	à partir du 1er janvier 2002 (4) en euros
Forfait de base	300 F	360 F	61
majoration pour déplacement (1)	100 F	150 F	23
majoration pour intervention de nuit (2)	200 F	200 F	31

(1) pour une intervention effectuée hors des limites de la commune du TGI ; lorsque le même avocat est appelé à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans un même lieu lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois.

(2) entre 22 heures et 7 heures

(1) et (2) ces deux majorations sont cumulables

(3) A compter de l'entrée en vigueur du décret du 17 janvier 2001 relatif à l'aide juridictionnelle et modifiant le décret du 19 décembre 1991

(4) correspondant respectivement à 400 F, 150F et 200 F

Annexe 5

**Barème de rétribution des missions
en matière d'application des peines**

PROCEDURES		Coefficient	
		barème actuel	nouveau barème applicable jusqu'au 16/06/2001
Procédure d'application des peines (*)			
I. Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines			
Dépôt des observations écrites		0	1
Présentation d'observations orales		0	2
Assistance lors de l'audition du condamné au sein de l'établissement pénitentiaire		0	1
II Représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines			
		0	3
Assistance lors de l'audition préalable du condamné au sein de l'établissement pénitentiaire		0	1

(*) A compter du 1er janvier 2001 et jusqu'au 16 juin 2001 dans le cadre du dispositif transitoire prévu à l'article 36 de la loi n°2000-1354 du 30 décembre 2000

Annexe 6

Décret n° 2001-52 du 17 Janvier 2001

relatif à l'aide juridictionnelle et modifiant

le décret n° 51.1266 du 19 décembre 1991 portant application

de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

TROISIÈME PARTIE

(2 modifications)

Le libellé des spécialités pharmaceutiques suivantes est modifié comme suit :

LIBELLÉS ABROGÉS		NOUVEAUX LIBELLÉS	
340 703-8	Chlorhydrate de metformine Merck 850 mg, comprimés pelliculés (B/30) (laboratoires Merck Génériques).	354 782-2	Metformine Merck 850 mg, comprimés pelliculés (B/30) (laboratoires Merck Génériques).
348 916-0	Méotrex 100 mg (maléate de triméthotrexate), comprimés (B/30) (laboratoires Irex).	348 916-0	Triméthotrexate Irex 100 mg, comprimés (B/30) (laboratoires Irex).

Les spécialités pharmaceutiques précitées dont le numéro d'identification est modifié continuent à être remboursées ou prises en charge pendant une période d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel*. A l'issue de ce délai, l'ancien numéro d'identification est radié.

Arrêté du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2000 fixant le taux des cotisations des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires pour l'année 2001

NOR: MEST0110054A

La ministre de l'emploi et de la solidarité,
Sur le rapport du directeur des relations du travail,
Vu le code du travail, notamment l'article L. 231-2 (4°);
Vu le décret n° 85-682 du 4 juillet 1985, modifié notamment par le décret n° 99-884 du 18 octobre 1999, relatif à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics;
Vu l'arrêté du 16 décembre 1999 fixant le taux des cotisations des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires pour l'année 2000;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2000 fixant le taux des cotisations des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires pour l'année 2001;

Après avis du Comité national de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics en date du 13 décembre 2000,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Dans l'arrêté du 15 décembre 2000 susvisé, les références à « l'article 7 », mentionnées aux articles 1^{er} et 2, sont rectifiées pour être remplacées par les références à « l'article 2 ».

Art. 2. - Le directeur des relations du travail au ministère de l'emploi et de la solidarité est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 janvier 2001.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J. MARIMBERT

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décret n° 2001-52 du 17 janvier 2001 relatif à l'aide juridictionnelle et modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

NOR: JUSC0120007D

Le Premier ministre,
Sur le rapport de la garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code de procédure pénale, notamment son article 722;
Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée relative à l'aide juridique;

Vu la loi n° 2000-1354 du 30 décembre 2000 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale, notamment son article 36;

Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique;

Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 4 janvier 2001;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. - Le tableau de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

I. - La rubrique « I. - Droits des personnes » est ainsi modifiée :

1^o Dans la colonne « Procédures », l'intitulé de la ligne 1.3 est ainsi rédigé : « 1.3. Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF). »

Après la ligne 1.3, il est ajoutée une ligne intitulée : « 1.3 bis. Autres instances devant le JAF »;

2^o Dans la colonne « Coefficient de base », les coefficients figurant en face des lignes « 1.1. Divorce pour faute », « 1.2. Divorce par requête conjointe et autres », « 1.3. Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF) » et « 1.5. Assistance éducative » sont respectivement fixés à 36, 30, 14 et 16.

Jusqu'au 31 décembre 2001, le coefficient applicable aux procédures de divorce pour faute est toutefois fixé à 30. Jusqu'à cette même date, les coefficients applicables, avant l'entrée en vigueur du présent décret, aux autres procédures mentionnées à l'alinéa précédent demeurent inchangés;

3^o En face de la ligne « 1.3 bis. Autres instances devant le JAF » :

- dans la colonne « Coefficient de base », le coefficient est fixé à 16.

Jusqu'au 31 décembre 2001, ce coefficient est toutefois fixé à 14;

— dans les colonnes prévues pour les majorations et intitulées « Expertises sans déplacement », « Expertises avec déplacement », « Vérifications personnelles du juge » et « Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales », sont insérés respectivement les chiffres « 4 », « 9 », « 5 » et « 2 ».

II. — Dans la colonne « Coefficient de base » de la rubrique « II. — Droit social », les coefficients figurant en face des lignes « II.1. Prud'hommes », « II.2. Prud'hommes avec départage », « II.3. Référé prud'homal » et « II.4. Référé prud'homal avec départage » sont respectivement fixés à 30, 36, 16 et 24.

Jusqu'au 31 décembre 2001, ces coefficients sont toutefois respectivement fixés à 24, 28, 10 et 14.

III. — Dans la colonne « Procédures », il est ajouté après la rubrique II une rubrique intitulée : « II bis. — Baux d'habitation », comprenant les lignes « II bis. 1. Instances au fond » et « II bis. 2. Référés ».

En face de ces lignes, dans la colonne « Coefficient de base », les coefficients applicables sont respectivement fixés à 21 et à 16.

En face de chacune de ces deux lignes, dans les colonnes prévues pour les majorations et intitulées « Expertises sans déplacements », « Expertises avec déplacement », « Vérifications personnelles du juge » et « Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales », sont insérés respectivement les chiffres « 4 », « 9 », « 5 » et « 2 ».

IV. — Dans la colonne « Coefficient de base », le coefficient figurant en face de la ligne « III.6. Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution » est fixé à 4.

Jusqu'au 31 décembre 2001, ce coefficient reste toutefois fixé à 2.

V. — Dans la colonne « Coefficient » de la rubrique « VII. — Procédures correctionnelles », en face de la ligne « VII.6. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants », le coefficient est fixé à 8.

VI. — Dans la rubrique « IX. — Procédures d'appel et autres procédures devant la chambre d'accusation », les mots : « chambre d'accusation » sont remplacés par les mots : « chambre de l'instruction ».

Dans la colonne « Coefficient », le coefficient figurant en face de la ligne « IX.1. Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels » est fixé à 8.

Jusqu'au 31 décembre 2001, ce coefficient reste toutefois fixé à 4.

VII. — Dans la colonne « Coefficient » de la rubrique « X. — Procédures prévues par l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour

des étrangers en France », le coefficient figurant en face de chacune des lignes « X.1. Article 35 bis » et « X.2. Article 35 quater » est fixé à 4.

Art. 2. — 1. — Au premier alinéa de l'article 132-2 du décret du 19 décembre 1991 susvisé, les mots : « 300 F hors taxes » sont remplacés par les mots : « 360 F hors taxes ».

Au deuxième alinéa du même article, les mots : « 100 F hors taxes » sont remplacés par les mots : « 150 F hors taxes ».

II. — A compter du 1^{er} janvier 2002, les montants de 300 F, 200 F et 100 F mentionnés aux deux premiers alinéas du même article 132-2 sont respectivement fixés à 61 €, 31 € et 23 €.

Art. 3. — Pour la période du 1^{er} janvier au 16 juin 2001, définie à l'article 36 de la loi du 30 décembre 2000 susvisée, la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat assistant le condamné au titre du sixième alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale est déterminée en fonction du produit de l'unité de valeur mentionnée à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 susvisé et des coefficients ci-après :

1^o Devant le juge de l'application des peines :

- pour les observations écrites : une unité de valeur ;
- pour les observations orales : deux unités de valeur, portées à trois unités de valeur lorsque l'audition du condamné a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire ;

2^o En cas d'appel : trois unités de valeur, portées à quatre unités de valeur lorsque l'audition du condamné a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la garde des sceaux, ministre de la justice, et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 janvier 2001.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La garde des sceaux, ministre de la justice,
MARYLISE LEBRANCHU

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
LAURENT FABIUS

La secrétaire d'Etat au budget,
FLORENCE PARLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 19 décembre 2000 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du secrétariat d'Etat à l'outre-mer au titre de la sixième et de la septième tranche

NOR : INTM0000065A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

Vu le décret n° 92-1103 du 2 octobre 1992 modifié instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère des départements et territoires d'outre-mer ;

Sur proposition du directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — La nouvelle bonification indiciaire prévue à l'article 1^{er} du décret du 2 octobre 1992 susvisé est attribuée, au titre de la sixième tranche à compter du 1^{er} août 1995, aux emplois définis ci-après :

DÉSIGNATION DE L'EMPLOI	NIVEAU des responsabilités exercées	NOMBRE d'emplois	NOMBRE de points par emploi
Administration centrale			
Responsabilités d'encadrement :			
Chef du bureau de l'informatique et de la bureautique	A	1	20
Chef du bureau des affaires financières	A	1	30
Chef du bureau du personnel de l'administration centrale et de la formation	A	1	30